

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2024 – 2025

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2023-2024: a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
RG3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
RG4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : <u>Par le cabinet ministériel :</u> a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <u>Par le ministère ou l'organisme :</u> e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense;

#	Liste des questions
	g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u> i) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
RG5	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <u>Donnée par un professionnel ou une firme externe :</u> d) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
RG6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
RG9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

#	Liste des questions
	f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.
RG10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
RG11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) les distributeurs d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
RG12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois), de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion

#	Liste des questions
	de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) les coûts d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
RG13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi; q) le nombre de postes vacants.

#	Liste des questions
RG14	a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées. b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
RG15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) le propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation; h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
RG16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
RG17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;

#	Liste des questions
	g) les prévisions pour 2024-2025.
RG23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégories.
RG25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
RG26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.
RG27	Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

#	Liste des questions
RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
RG43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.
RG44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

#	Liste des questions
RG45	Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024; b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d’origine et la région de destination c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RG46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure: e) Plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2021-2024;
RG47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l’état d’avancement de la mesure: h) Plan d’action de développement durable.
RG50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l’organisme : a) Nombre total d’employé au sein du ministère ou de l’organisme; b) Nombre d’employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d’employés en bénéficiant toujours au 31 janvier 2024; d) Proportion de l’effectif total du ministère ou de l’organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d’employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
RG51	Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.
RG52	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l’organisme en 2023-2024 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a) La liste de tous les concours et tirages réalisés; b) Les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) L’objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) La liste des concours qui ont pris fin.
RG57	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a) Le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux

#	Liste des questions
	communications et/ou affaires publiques; b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
RG58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer : a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) Le type d'incidents; c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.
RG59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
RG60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones : a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
RG68	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
RG70	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
RG73	Pour 2023-2024, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; a) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
RG74	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2023 figurent sur le site internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
55. Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l'obtention d'un diplôme), conférence, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi.
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi.
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
63. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
64. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
69. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Questions dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024.
53. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation :
61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
66. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
71. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Questions qui ne trouvent pas application pour le Tribunal administratif du travail.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismes contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
54. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
65. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
67. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Question dont la réponse sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 du Tribunal administratif du travail

72. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2023-2024 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Endroit	Date de départ	Date de retour	Coûts globaux (transport, hébergement, inscriptions...)	Noms des personnes et titres
Île du Prince Édouard	2023-09-19	2023-09-22	1 272,49 \$	Jean Paquette, juge administratif
Île du Prince Édouard	2023-09-20	2023-09-22	1 694,82 \$	Dominique Benoît, vice-présidente
Raison du voyage : Labour Relations Board				

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

Le TAT n'a fait aucune dépense à ces fins.

SOURCE :
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 12 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

- e) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement :

5 544,46 \$ pour trois kiosques :

- 2 443,98 \$ pour *Le Grand Rendez-vous de la CNESS* du 2 novembre 2023 à Montréal;
- 2 009,98 \$ pour *Le Grand Rendez-vous de la CNESS* du 3 mai 2023 à Québec;
- 1 090,50 \$ pour le *Salon Visez Droit* du 17 au 19 avril 2023.

- f) le but visé par chaque dépense :

Faire connaître le Tribunal au grand public.

Les sous-questions **g)** et **h)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement :

Aucune.

- b) le but recherché par chaque dépense :

Sans objet.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu :

Formations Infopresse
Traductions LION inc.
Université McGill

Les sous-questions c) et f) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous-questions d), e), h) et i) sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) la date d’octroi du contrat;

e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) l’échéancier;

g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024 :

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d’octroi	Montant
9402-9030 Québec inc.	Séances de coaching pour les nouveaux directeurs adjoints aux opérations	Gré à gré	8 500 \$
A.D.I. Art design international inc	Acquisition de chaises ergonomiques	Gré à gré	24 493 \$
Artopex inc.	Acquisition de casiers	Gré à gré	9 500 \$
Bertholet inc.	Conférence : Reconnaissance au travail mythes et réalités	Gré à gré	2 500 \$
Bureau Plan	Acquisition d’un bureau pour l’agent de sécurité à l’accueil du Tribunal	Gré à gré	2 275 \$
Directions On Microsoft	Abonnement à la revue « Direction on Microsoft »	Gré à gré	7 000 \$
Docteur du Meuble	Restauration du meuble de la réception	Gré à gré	1 725 \$
Dubuc, Dominique	Formation : Diversité liée au sexe, au genre et à l’orientation sexuelle : s’outiller pour des interventions respectueuses et professionnelles	Gré à gré	900 \$
Durand-Hémery, Marie-Laure	Formation : Les atteintes à la santé du travail posté	Gré à gré	1 000 \$
Formation CAD	Formation sur Teams et Outlook	Gré à gré	7 713 \$
Gauthier et associés designers inc.	Mise à jour de l’organigramme du Tribunal	Gré à gré	2 965 \$
Gosselin Photos	Acquisition de deux caméras et accessoires	Gré à gré	7 966 \$
Groupe Edgenda	Formation : Gestion d’un site SharePoint	Gré à gré	826 \$
Groupe Edgenda	Formation : Gestion d’un site SharePoint	Gré à gré	826 \$
Groupe Edgenda	Formation : Gérer et déployer Microsoft Teams (MS-700)	Gré à gré	2 040 \$
Groupe Edgenda	Formation : Gestion de la messagerie de Microsoft 365	Gré à gré	2 546 \$

Guay, Mélissa	Révision linguistique	Gré à gré	5 500 \$
Guay, Mélissa	Révision linguistique	Gré à gré	2 850 \$
Humana Conseil	Service d'un psychologue organisationnel	Gré à gré	7 000 \$
Lavery	Formation : L'intelligence artificielle nous parle, doit-on l'écouter?	Gré à gré	500 \$
Libéo inc.	Hébergement des sites internet	Gré à gré	6 300 \$
Mathieu, Cynthia	Formation : Les biais cognitifs	Gré à gré	1 000 \$
Mathieu, Cynthia	Formation : Les traits et les troubles de personnalité	Gré à gré	1 000 \$
Mathieu, Cynthia	Formation : L'épuisement professionnel et le harcèlement au travail	Gré à gré	1 000 \$
MicroLogic	Service de support pour les équipements SAN EMC	Gré à gré	5 000 \$
MicroLogic	Licences Airwave	Gré à gré	6 315 \$
MicroLogic	Accompagnement pour une analyse de sécurité pour la composante PA-820	Gré à gré	5 000 \$
MicroLogic	Acquisition batteries de secours	Gré à gré	4 485 \$
Parent, Sébastien	Formation : L'effet réducteur du droit du travail sur les droits et libertés du salarié : Quel cadre d'analyse pour le Tribunal administratif du travail	Gré à gré	500 \$
Professionnels en règlement des différends S.A.	Service professionnel pour le règlement d'un différent	Gré à gré	1 500 \$
Santinel inc.	Acquisition d'un défibrillateur	Gré à gré	1 430 \$
Softchoice	Acquisition du logiciel Seascape	Gré à gré	10 250 \$
Softchoice	Licences ShareGate	Gré à gré	8 295 \$
Solotech	Acquisition d'équipement audiovisuel pour des salles de réunion	Gré à gré	19 865 \$
Solutions Notarius	Abonnement au service de signature électronique ConsignO Cloud	Gré à gré	19 200 \$
Solutions Nova Globa	Formation : Introduction aux préférences comportementales	Gré à gré	5 235 \$
Sylvie Trépanier photographe	Séance de photos corporatives	Gré à gré	1 410 \$
Sylvie Trépanier photographe	Séance de photos corporatives	Gré à gré	2 665 \$
Techno-Sécurité	Acquisition d'un système d'alerte anti-agression	Gré à gré	1 449 \$
Terranova Security	Licences Terranova Security	Gré à gré	8 300 \$
TKNL Productions	Service d'audiovisuel pour l'assemblée annuelle du Tribunal	Gré à gré	12 000 \$
University of Alberta	Formation : Les facteurs de stress psychosociaux	Gré à gré	1 000 \$
Total :			221 824 \$

Les sous-questions **b), d), f) et g)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée sur le site du Tribunal administratif du travail. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

Aucun projet n'a été initié en 2023-2024.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

a) les coûts estimés par année

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données

En 2023-2024, les coûts totaux sont de 420 679 \$.

Hébergement du tenant Microsoft Azure et des licences : 398 668 \$
Courtier en infonuagique du MCN : 22 011\$

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité

Aucune pénalité en 2023-2024.

d) la liste des fournisseurs

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

e) une copie du plan de déploiement

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :

Photocopie :	4 085 \$
Mobilier de bureau :	0 \$
Ameublement :	0 \$
Décoration et l'embellissement :	0 \$
Distributeurs d'eau de source :	1 644 \$
Frais de transport :	17 372 \$
Frais d'hébergement :	17 753 \$
Frais de repas :	6 156 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	4 677 \$

Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

- I. a) au Québec : 0 \$
- II. b) à l'extérieur du Québec : 3 567 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :

b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

70,72 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

0 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu :

0 \$

Les sous-questions **e)**, **i)**, et **j)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions **a)**, **f)**, **g)** et **h)** l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements

hospitaliers.

- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

.../2

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Le Tribunal n'a pas aboli de poste en 2023-2024.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le Tribunal n'a pas de postes vacants, autres que ceux actuellement en processus de dotation.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présente au rapport annuel de gestion.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG14

- a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) **Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

42 remplacements ont été effectués conformément au Plan de gestion des ressources humaine et en conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

14 retraités ont été engagés pour répondre à des besoins ponctuels.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d’eux :

a) l’emplacement de la location;

b) la superficie totale pour chaque local loué;

c) le coût total de ladite location;

d) le coût d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

e) la durée du bail;

f) le propriétaire de l’espace loué;

g) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation;

h) la superficie totale réellement occupée;

i) la superficie inoccupée;

j) le coût de location au mètre carré;

k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :

Vous trouverez les réponses aux questions **a), b), c), d), e), f), g)** dans le tableau suivant :

Adresse	Nom du locateur	Superficie louée (m²)	Montant du loyer
625, boul. Laflèche, Baie-Comeau	Société en commandite Laflèche	251.71	57 023.88 \$
227, rue Racine Est, Chicoutimi	Société québécoise des infrastructures	635.62	159 030.60 \$
50, rue Dunkin, Drummondville	9078-3739 Québec inc.	606.55	108 843.96 \$
96, montée de Sandy Beach, Gaspé	Société québécoise des infrastructures	296.14	76 669.56 \$
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	Société québécoise des infrastructures	816.91	239 290.20 \$
530, rue Notre-Dame, Joliette	Le 530 rue Notre-Dame SEC	1192.24	350 444.40 \$
2800, boul. Saint-Martin Ouest, Laval	Société québécoise des infrastructures	699.93	195 686.64 \$
1200, boul. Alphonse-Desjardins, Lévis	12361698 Canada inc.	771.80	177 804.72 \$
150, place Charles-Le Moyne, Longueuil	Université de Sherbrooke	1108.00	335 810.40 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	Édifice 500 René-Lévesque Ouest inc.	7862.13	3 678 746.64 \$
122, boul. Perron Ouest, New Richmond	3476847 Canada inc.	284.55	64 592.28 \$
900, place D'Youville, Québec	Whiterock 900 D'Youville inc.	3654.52	1 015 537.32 \$
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	9292-6369 Québec inc.	2431.45	948 448.08 \$

2, rue Saint-Germain Est, Rimouski	Gestion M.B.S. inc.	555.62	137 787.96 \$
125, rue Jacques-Athanase, Rivière-du-Loup	Société québécoise des infrastructures	182.25	42 059.16 \$
1, rue du Terminus Est, Rouyn-Noranda	Gestion Multi-Baux inc.	354.11	104 756.40 \$
3225, avenue Cusson, Saint-Hyacinthe	Beauward Immobilier inc.	801.22	195 756.60 \$
315, rue MacDonald, Saint-Jean-sur-Richelieu	BTB Fiducie d'acquisitions et d'exploitation	813.89	177 195.00 \$
500, boul. des Laurentides, Saint-Jérôme	Investissements Galeries des Laurentides ltée	1007.96	231 309.84 \$
83, rue Sainte-Cécile, Salaberry-de-Valleyfield	7329911 Canada inc.	700.07	198 882.12 \$
128, rue Régnauld, Sept-Îles	2553-0676 Québec inc.	338.78	75 214.80 \$
3330, rue King Ouest, Sherbrooke	Groupe TVA inc.	685.66	128 243.88 \$
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	Société québécoise des infrastructures	714.58	149 049.84 \$
689, 3e Avenue, Val-d'Or	Arduro ltée	101.78	23 788.56 \$

d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les travaux visés;

Saint-Jérôme : 178 559 \$ (2018-2019)
Sept-Îles : 288 202 \$ (2018-2019)
Saint-Jean-sur-Richelieu : 691 996 \$ (2020-2021)
Gatineau : 194 255 \$ (2020-2021)
Montréal : 7 399 901 \$ (2022-2023)
Joliette : 758 500 \$ (2022-2023)

e) la durée du bail;

Le Tribunal ne signe aucun bail. C'est la SQI qui est détentrice et signataire de l'ensemble des baux, et le Tribunal signe des ententes d'occupation directement avec cette dernière.

g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Nous vous référons à la réponse de la sous-question e).

Les sous-questions **h), i), j), et k)** ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) :

<https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 14 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;

b) la valeur estimée de ceux-ci;

c) les coûts d'entretien annuel;

d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Le TAT n'avait aucun actif immobilier excédentaire inoccupé en 2023-2024.

SOURCE : Direction générale des services administratifs du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;

b) les coûts;

c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, il n’y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : Service des ressources matérielles
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun membre du personnel du TAT n'était dans cette situation entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024. Le nom des fournisseurs n'est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n'utilise pas les services d'agences intermédiaires.

La sous-question **d)** ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information et protection des renseignements personnels : principes généraux et contentieux (SST-QUE)	350
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (DSJ, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	1 264
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Internet) (RT-MTL)	840
AMA Guides Newsletter [En ligne] (SST-MTL)	874
Annals of Work Exposures and Health (Internet) + Occupational Medicine Print and Online (SST-QUE)	5 938
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (SST-MTL)	1 400
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (SST-QUE)	147
Attorney's Dictionary of Medicine (SST-MTL)	2 428
Cahiers de droit (Les) (Internet) (SST-MTL)	162
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin (SST-MTL)	6 287
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (SST-MTL)	326
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (RT-MTL)	2 323
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (SST-MTL et SST-QUE)	488
Chicago Manual of Style Online	64
Clarke's Canada Industrial Relations Board (SST-MTL)	1 198

Code civil Québec = Quebec Civil Code (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 1 ex. en région)	574
Code criminel (SST-MTL et SST-QUE)	230
Code de procédure civile annoté et commentaires de la ministre de la justice (SST-MTL et SST-QUE)	324
Code de procédure civile du Québec (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	345
Code municipal et lois connexes (RT-QUE)	115
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (3 ex. : RT-MTL, 2 ex. : RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et Internet)	2 556
Contrat des organismes publics québécois (SST-QUE)	8 094
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (SST-QUE et Internet)	10 874
Devoir abonnement électronique	180
Droit de la santé : lois et règlements (SST-MTL et Internet)	369
Droit municipal : principes généraux et contentieux (RT-MTL)	1 625
Droits de la personne et les relations du travail (RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	750
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (Internet)	459
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (SST-MTL)	756
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (SST-MTL)	624
Employment Law in Canada (SST-MTL)	3 828
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l'environnement, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	1 758
Formulaire de procédure civile (SST-MTL, DSJ, SST-QUE, RT-QUE)	195
Frais de justice : législation annotée (SST-QUE)	342
Gestion : revue internationale de gestion (SST-MTL)	65
Gestion plus Info-Employeur (SST-MTL et Internet)	0*
Journal quotidien du lundi au samedi (Estrie) : La Tribune	102
Journal of Bone and Joint Surgery. American Volume (Internet) + New England Journal of Medicine & NEJM Evidence Bundle (15-Apr-2024 to 15-Apr-2025)	6 046
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (SST-MTL et Internet)	4 257
Journal of Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE)	0*
Labour Relations Board Remedies in Canada (RT-MTL et RT-QUE)	1 988
Lancet (SST-MTL)	0*
Loi sur les cités et villes et lois connexes (RT-QUE)	115
Lois du travail (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 1 ex. en région)	575
McGill Law Journal = Revue de droit de McGill (SST-MTL)	0*
Médecin du Québec (SST-MTL)	200
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les	876

	rapports collectifs du travail, 2e éd. (RT-MTL, RT-QUE)	
	New England Journal of Medicine (Internet) (03-May-2023 to 15-Apr-2024)	3 802
	Occupational Safety and Health Law (SST-MTL)	716
	Ontario Health & Safety Law (SST-MTL)	1 683
	Practice and Procedure before Administrative Tribunals (SST-MTL et SST-QUE)	28 748
	Profession santé (SST-MTL) – abo. 2 ans	0
	Rapports individuels et collectifs du travail (RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	561
	Relations de travail (RT-MTL)	3 010
	Les relations de travail au Québec (public et privé) ((RT-MTL, RT-QUE et Internet)	10 674
	Remedies in Labour, Employment and Human Rights Law (SST-MTL et SST-QUE)	8 532
	Revue de droit RDUS (SST-MTL)	81
	Revue française du dommage corporel (SST-QUE)	0*
	Revue juridique Thémis (SST-MTL)	0*
	Santé et sécurité du travail (Jurisclasseur) (SST-MTL et SST-QUE)	396
	Scandinavian Journal of Work Environment and Health (SST-MTL)	0*
	Société par actions au Québec (RT-QUE)	670
	Spine (SST-MTL)	6 389
	Spine Journal (SST-MTL) 2 ans	2 215
	Supreme Court Law Review (SST-MTL)	1 400
	Tableau des modifications et index sommaire (SST-MTL et Internet)	182
	Trade Union Law in Canada (RT-MTL)	2 428
	Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	560
	WHMIS Compliance Manual (SST-MTL)	900
	Work and Stress (SST-MTL et Internet)	1 109
	TOTAL	146 367

*Facture attendue

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Labour Spectrum Classic (base de données)	4 572
Law Source (base de données)	1 962
Quicklaw (base de données)	5 438
Repères (base de données)	113
UpToDate (base de données)- abo. 3 ans	0
TOTAL	12 085
GRAND TOTAL	158 452

SOURCE : Service des ressources documentaires
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le TAT ne possède aucun abonnement pour une quelconque activité.

Le TAT n'a fait la réservation d'aucune loge pour une quelconque activité.

Le TAT n'est membre d'aucun club privé ou autre.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

a) le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca

b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo

c) les coûts de construction du site :

Aucun coût n'a été déboursé en 2023-2024. Le site est en ligne depuis le 13 décembre 2017 et n'a pas été refait depuis. Toutefois, les mises à jour du système de gestion de contenu Typo3 ont été faites.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 4 690 \$
Entretien : 2 193 \$
Mise à jour : 45 910 \$

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Refonte image de marque du Tribunal : 13 325 \$

h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines : 678,40 \$

Les sous-questions f), g), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

a) le nom du site Web : topo.tat.gouv.qc.ca

b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Infoglobe (Libéo)

c) les coûts de construction du site :

Aucun coût n'a été déboursé en 2023-2024.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Inclus avec le site tat.gouv.qc.ca

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Sans objet

h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines:

Les coûts sont inclus dans ceux du site www.tat.gouv.qc.ca

Les sous-questions **f), g), i) et j)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION : Service des communications

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Dans le cadre de la Tournée de la direction, cinq membres de la direction se sont déplacés dans les régions du Québec afin de rencontrer le personnel. Les coûts ventilés sont :

Endroit	Date	Transport	Hébergement	Repas
Rimouski	2023-09-07	1 069.81 \$	1 442.98 \$	723.51 \$
Longueuil	2023-09-18	336.61 \$	143.30 \$	26.20 \$
Montréal	2023-09-19	158.43 \$	178.49 \$	40.84 \$
Saguenay	2023-09-21	992.83 \$	1 410.44 \$	526.22 \$
Québec	2023-09-25	805.75 \$	1 578.68 \$	343.72 \$
Drummondville	2023-09-27	385.59 \$	119.50\$	36.40 \$
Gatineau	2023-10-04	1 294.16 \$	680.49 \$	197.36 \$
Montréal	2023-10-05	154.90 \$	178.49 \$	24.55 \$
Joliette	2023-10-10	376.56 \$	136.06 \$	11.85 \$
Rouyn-Noranda	2023-10-18	3 652.09 \$	620.36 \$	216.27 \$
Laval	2023-10-23	360.87 \$	178.49 \$	0.00 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 25 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2023-2024.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, un montant de 33 921,03 \$ a été versé à titre de primes ou bonis.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.

Catégorie d'emploi	Montant
Membres (juges administratifs)	651 475,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :

a) La dépense totale (opération et capital)

4 816 390 \$

b) Les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

La réponse aux sous-questions **d)** et **e)** sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2023 au 31-01-2024
Montant total octroyé	325 468 \$

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

Barreau du Québec
Collège des médecins

c) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

194 personnes.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Le TAT n’a fait aucun sondage ou enquête d’opinion auprès de la clientèle externe au cours de l’exercice.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG44

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Location de 2 véhicules hybrides rechargeables : 17 230 \$

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG45

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG46

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure:

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Pour 2023-2024, il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure:

h) Plan d'action de développement durable.

Pour 2023-2024, il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action de développement durable.

L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 8 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG50

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 janvier 2024;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 13 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG51

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, le montant remboursé aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail a été de 10 631,55 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction des ressources humaines
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2024-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG52

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

a) Les sommes dépensées;

b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Le Tribunal a investi 0 \$ pour son programme d'aide aux employés (PAE) pour la période de référence. Les coûts du Programme d'aide aux employés (PAE) sont assumés en entièreté par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Aucune somme dépensée en ressources externes en la matière.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés sur le site Internet du Tribunal administratif du travail : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services administratifs
COLLABORATION : Direction des ressources financières et Direction des ressources humaines
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2024-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG56

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) La liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) Les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) La liste des concours qui ont pris fin.

Pour la période entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024 :

- a) **la liste de tous les concours et tirages réalisés :**
 - S'impliquer, c'est payant pour la communauté!
- b) **les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix :**
 - Le Tribunal a versé 500 \$ à la Fondation Mira.
- c) **l'objectif visé par la tenue de chacun des concours :**
 - Répondre à l'orientation 4 de la Stratégie gouvernementale de développement durable, soit de favoriser l'inclusion sociale et réduire les inégalités sociales et économiques.
- d) **la liste des concours qui ont pris fin.**
 - Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Services des communications

COLLABORATION : Direction générale des services administratifs

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 12 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG57

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Le TAT compte 7 employés affectés au Service des communications.
- b) Le montant dépensé par le Service des communications pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 totalise 53 622,24 \$.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Les sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 sont de 5 934,32 \$.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG58

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :

- a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) Le type d'incidents;
- c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG59

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués;
- c) rémunération totale déboursée.

Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :

a) nombre de stagiaires reçus;

7 stagiaires

b) heures de stages effectués;

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;

c) rémunération totale déboursée.

60 174 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG60

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Le TAT n'a mené aucun projet ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG68

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 14 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG70

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG73

Pour 2023-2024, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 14 mars 2024

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG74

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, 6 comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministre de Conseil exécutif pour des comités de sélection ou pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres (juges administratifs). Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Bélanger, Louise	1 739 \$	144 \$
Breton, Gaétan	3 336 \$	1 077 \$
Cormier, Louis A.	573 \$	S.O.
Côté, Luc	S.O.	902 \$
Demers, Isabelle	286 \$	S.O.
Desjardins, Marie-Claude	400 \$	S.O.
Gagnon, Sylvie	600 \$	S.O.
Gesualdi-Fecteau, Dalia	1 200 \$	S.O.
Lacoursière, Marc	400 \$	S.O.
Martin, Claude	1 600 \$	S.O.
Tremblay-Potvin, Charles	1 400 \$	S.O.
Trudeau, Gilles	1 200 \$	S.O.
Total	12 734 \$	2 123 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2024